

(
(LE P.C.F. ET L'AUTOGESTION)
()

Du rejet à l'adoption formelle de l'idée d'autogestion, l'évolution au sein du PCF s'est exprimée souvent à l'occasion d'événements tels que congrès, colloques, rencontres... Certaines critiques ont été abandonnées, d'autres ont été modifiées par le débat, tandis que certaines étaient maintenues car allant à l'encontre de "l'analyse scientifique" du PC qu'il n'entend nullement remettre en cause.

Deux types de critiques peuvent être distinguées :

. Critiques polémiques

- En procédant à des amalgames entre différentes conceptions de l'"autogestion" (réformisme - anarchisme - anarcho-syndicalisme - cogestion - participation - etc...), le PC souligne les ambiguïtés, les dangers de collaboration de classe et accuse notamment la CFDT de considérer l'autogestion en elle-même sans tenir compte de l'environnement économique et politique ;
- Elle reproche aux autogestionnaires d'utiliser l'autogestion comme machine de guerre pour diviser la gauche, isoler le PC et minimiser le rôle que peut jouer le Programme commun.

. . Critiques théoriques

Le PC reproche aux partisans de l'autogestion les incohérences économiques dues au fait qu'ils négligent l'analyse scientifique de la réalité telle que l'a fait le PC, c'est-à-dire la théorie du "capitalisme monopoliste d'Etat" (CME) et la stratégie qui en découle.

Cependant au fil des ans, le PC est forcé d'admettre que les thèmes autogestionnaires recouvrent des aspirations réelles des travailleurs et méritent une analyse afin de les réintégrer partiellement dans sa théorie ; ceci jusqu'au jour où, pour des raisons tactiques évidentes, le PC adopte un vocabulaire autogestionnaire. C'est cette évolution que nous allons tenter d'analyser ici.

°
°

/ I.- AUTOGESTION : LE PC DENONCE AMBIGUITES ET INCOHERENCES (1968-1972) /

Le débat doit être replacé dans le contexte de cette période : accord d'unité d'action CGT-CFDT, sinon officiellement rompu, du moins en veilleuse - remise en cause par le mouvement de mai de la stratégie d'action du PCF - puis, à partir de 1970, la CFDT ayant précisé ses perspectives, débat sur le socialisme, tandis que PC et PS engagent d'abord des discussions de type idéologique puis des négociations en vue de l'élaboration du programme commun.

.. / ..

A.) L'immédiat après mai : l'autogestion, notion abstraite et ambiguë

Après avoir considéré l'autogestion comme un "mot creux", le PC se livre à une critique sans nuances des thèmes autogestionnaires pour démontrer qu'ils sont ambigus, incohérents et susceptibles de récupération par la bourgeoisie et le patronat. L'exemple le plus frappant de cette critique est l'article de J. Brière au titre significatif "Cogestion - Autogestion - Participation" (1)

Le PCF reproche d'abord aux partisans de l'autogestion de ne pas "partir d'une donnée de fait : l'apparition et le développement du capitalisme monopoliste d'Etat (CME), identifié à l'évolution même du capitalisme". Selon Brière les autogestionnaires comme les apôtres de la cogestion pensent que les caractéristiques essentielles de la société, ses défauts ne seraient pas déterminés par le régime de propriété des moyens de production. Ces caractéristiques, ces défauts seraient ceux de la société technico-industrielle développée "à l'Est comme à l'Ouest".

Par ailleurs le PCF considère que les "idées de mai" qui fondent l'autogestion s'articulent autour de deux revendications centrales.

" Pour simplifier et pour nous en tenir tout d'abord aux "idées de mai", notons les deux revendications principales des partisans de l'autogestion :

" - Nous trouvons d'abord la volonté de libérer l'homme, défini comme individu ; la richesse, les possibilités de chaque individu sont infinies ; la liberté absolue de chacun doit être reconnue :

" "Tu as le droit d'être ce que tu as la force d'être".

" "Que chacun de vous soit un moi tout puissant!".

" "Mai" n'a pas inventé ces formules, elles se trouvent (déjà) chez Max Stirner !

" - La seconde revendication qu'exprime l'autogestion découle de la première.

" Jusqu'à ce jour, tout a été contraint de l'individu. Pour que l'individu "soit" tout ce qui fait obstacle à sa liberté doit être aboli et notamment - c'est

" cela qui nous intéresse ici - l'Etat ...

" C'est encore Max Stirner qui proclamait : "Nous sommes tous deux, l'Etat et moi ; deux ennemis". "Tout Etat est une tyrannie, que ce soit la tyrannie d'un seul ou de plusieurs".

On assimile donc les idées autogestionnaires à celles de Max Stirner, l'un des pères de l'anarchisme.

" Sans doute, ajoute J. Brière, existe-t-il des partisans de l'autogestion qui récusent plus ou moins explicitement tout ou partie de ces thèses et qui ne donnent pas à la formulation de cette revendication un tour aussi abrupt !".

" Sans doute ... la revendication de l'autogestion traduit-elle chez certains un refus justifié du caractère contraignant, oppressif de structures inadaptées... une revendication juste et non satisfaite dans la société capitaliste".

Mais les thèses et les conclusions pratiques qu'en tirent les autogestionnaires reposent sur une conception erronée, idéaliste de l'Homme et de l'Histoire".

" La conception de l'homme situé en dehors de l'Histoire conduit les partisans de l'autogestion à une série d'erreurs qui invalident leurs propositions. Elle les conduit en particulier à fonder sur la "spontanéité" des masses des espoirs que l'expérience dément".

Or, "les idées "spontanées" sont les idées dominantes acquises à l'école, dans la famille, par la presse, la télévision, etc... Ce sont celles de la classe dominante : la bourgeoisie capitaliste. Les manières de penser "spontanées" et de sentir sont celles que des milliers d'années de société de classes ont formées".

- l'autogestion comme pouvant se réaliser dans le cadre de l'entreprise capitaliste,
- l'évacuation des problèmes de la prise du pouvoir par les partisans de l'autogestion,

Il y a sur ces divers points toute une série de faux procès.

■ Mais si sa critique est si vigoureuse et si polémique cela tient aussi à des divergences fondamentales : sa conception du fonctionnement et du développement de la société. "Pour lui le socialisme est d'abord une société plus rationnelle où le gaspillage et l'exploitation sont supprimés, permettant de "libérer les forces productives" au service de l'ensemble des besoins de la population. Ces besoins individuels et collectifs peuvent être satisfaits par la maîtrise du développement historique ; ces besoins ne se résument pas à une somme de besoins individuels, au contraire, les besoins individuels sont la personnalisation de besoins sociaux, historiques, déterminés par les conditions économiques et politiques du développement de la société, la satisfaction des besoins, dans les conditions actuelles de la socialisation de la production, passe donc "par la mise en action de l'ensemble du processus d'activité sociale". (2) Conception du fonctionnement de la société, conception des rapports entre individus et société, certitudes de l'analyse scientifique expliquent le rejet de l'autogestion par le PCF.

B.) Les débats sur le socialisme et l'autogestion dans l'entreprise

■ Suite au 35ème congrès de la CFDT qui marque son "entrée dans la famille socialiste", le PCF est obligé de reconnaître que la CFDT s'est prononcée "pour l'appropriation sociale des moyens de production et a proclamé comme objectif fondamental la nécessité de substituer à la société capitaliste une société socialiste et démocratique". Cependant, ajoute France Nouvelle (3) "cette mutation dans les esprits et dans les mots ne doit pas masquer que l'ancien militant CFDT, le jeune gauchiste ou celui qui a soutenu Poher ne donnent pas le même sens aux résolutions adoptées".

La discussion va se développer désormais entre forces se réclamant du "socialisme", un socialisme ne recouvrant pas les mêmes réalités, l'autogestion étant la pomme de discorde entre les deux types de socialisme.

Dès les lendemains du congrès, J. Brière critique le flou et l'ambiguïté de la démarche CFDT, l'absence de scientificité de l'analyse.

"Dès lors qu'il n'y a au départ qu'une série de données subjectives (s'exprimant dans la confusion des notions de "socialisation" et d'"étatatisation" dans l'assimilation de celle de "décentralisation" et de "libération de l'individu", etc.) ou que l'on cherche seulement à opposer au socialisme dit étatique, tel qu'il serait préconisé par les communistes, "l'image" d'un socialisme baptisé démocratique - l'analyse demeure nécessairement superficielle. Ne se fixant pas d'abord pour but la connaissance de la réalité objective (socialisation et internationalisation de la production, capitalisme monopoliste d'Etat...), elle ne peut pas prendre en considération ses exigences et aboutit à des "constructions" arbitraires.

.../...

(2) "Le PCF et l'autogestion" (Etudes économiques CFDT - 1972)

(3) 13 Mai 1970

" Loin de renvoyer à des concepts scientifiquement élaborés, l'autogestion demeure pour l'essentiel un "mot-choc", chargé d'affectivité, cristallisateur d'aspirations diffuses et de réactions "spontanées", tenant lieu aux uns d'explication, dispensant les autres d'en fournir ! A procéder de la sorte on risque, non d'avancer mais de retourner en arrière...
 " C'est ainsi que donnant pour point de départ à leur raisonnement non pas les caractéristiques et le but du socialisme mais l'assimilation des notions de "propriété collective" et d'"étatisation", les partisans de l'autogestion sont conduits, pour éviter cette dernière, à fractionner la propriété sociale en préconisant le transfert des moyens de production à ce qu'ils nomment les "collectivités sociales" (régions, syndicats de communes, entreprises, habitants des grands ensembles, etc.).
 " Et ce n'est qu'alors et dans ce cadre qu'ils posent les problèmes de la gestion. Démarche paradoxale puisqu'elle les amène à perdre de vue leur propre but ou du moins celui du socialisme qui est de mettre un terme à la contradiction fondamentale du capitalisme en mettant en correspondance le mode d'appropriation des moyens de production et le caractère hautement socialisé des forces productives".

(4)

Selon le PCF l'autogestion "n'ouvre que de fausses portes. Ce n'est pas elle qui peut fournir les solutions originales susceptibles de satisfaire tous les démocrates".

■ Polémiques PCF-CFDT à l'occasion des discussions CGT-CFDT.

Les débats entre la CGT et la CFDT sur la conception du socialisme, suite à l'initiative de la CFDT, permettent au PC d'intervenir à nouveau sur les problèmes posés par l'autogestion. Pendant la même période le PCF publie des écrits théoriques (Traité d'économie marxiste, le capitalisme monopoliste d'Etat, 2ème trimestre 1971) et des documents politiques ("Changer de cap" - 9 octobre 1971) pour défendre et illustrer ses positions, il est amené ainsi à évoquer un projet de société.

Les critiques autour de l'autogestion s'articulent autour de trois thèmes :

. la complexité économique d'une société moderne exige une maîtrise globale du développement économique pour aboutir à une organisation plus rationnelle des activités. Or l'autogestion "fractionnerait à nouveau la propriété des moyens de production et empêcherait l'accumulation du surproduit du travail de se produire à l'échelle sociale exigée par la nature sociale du processus de production"(5). Autrement dit elle empêche de centraliser l'ensemble des "profits" et de les répartir ensuite à partir du centre en fonction des besoins objectivement déterminés. Pour le PCF, fractionnement de la propriété collective et développement économique cohérent sont incompatibles et R. Leroy n'hésite pas à écrire que l'autogestion est un "anachronisme".

" Elle ne correspond pas à la structure industrielle actuelle caractérisée notamment par une forte interpénétration entre les unités de production, entre les secteurs de production, entre la science et la technique, entre la science et la production. La vision de l'"îlot autogéré" avec son "pouvoir politique" et son "pouvoir technique" ne résiste pas à la réalité objective.
 " Peut-être concevable dans une économie pré-capitaliste, l'autogestion est totalement anachronique en France en 1971. On ne peut faire revenir l'Histoire en arrière.
 " La morcellisation de la production qu'implique l'autogestion aggraverait toutes les difficultés actuelles du système capitaliste : double emploi dans la production résultant de la concurrence, sous-emploi des capacités de production résultant de la recherche du profit immédiat, d'où gaspillage et chômage. Elle conduirait à une anarchie économique encore plus grande.

.../...

(4) "France Nouvelle" : 20 mai 1970

(5) Traité marxiste d'Economie - T.2, p. 405

" Elle signifie aussi la priorité donnée aux intérêts particuliers sur les intérêts d'ensemble, la porte ouverte à la concurrence entre "îlots autogérés" au lieu de la coopération, et à la reconstitution d'une économie dont le mot redeviendrait rapidement analogue à l'accumulation capitaliste". (6)

. C'est qu'il existe une antinomie, un "impossible raccord" entre l'autogestion et le Plan, si l'on en croit les théoriciens du PCF. Sans doute, selon J. Brière, certains des partisans de l'autogestion "comme ceux de la CFDT par exemple sont-ils conduits à admettre la nécessité d'une planification, mais en fait, à lire les textes, ce que l'on constate, c'est une juxtaposition des deux notions, l'affirmation parallèle de la nécessité de l'autogestion et de celle de la planification, mais jamais l'explicitation claire de la manière dont l'une et l'autre pourraient se raccorder" (7). Les partisans de l'autogestion semblent ignorer qu'il existe une interdépendance des activités et une interaction profonde entre les différents secteurs de la société (science - éducation - habitat - santé, etc...). Pour le PC il doit exister, en dernier ressort, une primauté du plan sur les entreprises. Au niveau actuel de développement des forces productives, il ne peut y avoir qu'une appropriation sociale "nationale", d'où un plan qui ne saurait être la somme de plans partiels, ce plan étant d'ailleurs "démocratiquement élaboré".

Traitant de la "planification démocratique" au sens du PC, Ph Herzog (8) dénonce le fait que "des nationalisations d'entreprises aménagées comme tremplin pour l'autogestion" conduiraient à l'isolement des entreprises et renforceraient la suraccumulation"... Hors d'une conjonction réelle des contrôles populaires de l'Etat et des entreprises, les moyens d'Etat (financement et contrôles) au lieu d'être pliés au respect d'une cohérence économique d'intérêt collectif, seraient utilisés selon la "concurrence", donc gonfleraient l'accumulation". Ainsi, l'autogestion, par l'accaparement des ressources qu'elle nourrit, serait un frein sensible à la satisfaction des besoins populaires".

Il ajoute que "la décentralisation trop poussée de la mise en oeuvre du financement public risquerait de "trouver" des formes d'économie mixte faisant le lit de l'accumulation monopoliste" et, par là même "le grand capital pourrait utiliser l'autogestion pour affaiblir et renverser le mouvement d'unité populaire".

. A l'autogestion le PCF oppose la "gestion démocratique", gestion conforme aux intérêts du peuple et s'appliquant à la vie économique dans son ensemble, et l'"autonomie de gestion" qui "doit se définir non comme le droit pour l'entreprise de choisir seule sa politique, mais comme celui de déterminer elle-même la politique qu'elle doit mener pour que les objectifs généraux fixés par le plan soient atteints" (8 bis). Or à ces propositions claires et précises du PCF, les partisans de l'autogestion n'opposeraient que de fausses critiques, au lieu de réfléchir aux véritables problèmes.

" A moins qu'il ne s'agisse que d'ériger en position théorique des préoccupations polémiques ? Faire comme si nous étions des partisans de l'étatisation (alors que tous les textes font la preuve du contraire) et continuer alors à brandir l'autogestion, n'est-ce pas une bien singulière façon de se présenter en novateur, alors que l'on esquivé le véritable problème ?
" Quelle est la nature des questions objectivement posées par le niveau de développement des forces productives ? Qu'en est-il, s'agissant des moyens matériels de production et s'agissant des travailleurs ? Qu'en est-il dans le contexte actuel de la lutte des classes ? Ce sont ici les problèmes, auxquels nos propositions de planification, de nationalisation, de gestion et de coopération démocratique apportent des réponses neuves, réalistes et cohérentes". (9)

(6) Hebdo-TC. 23.12.1971.

(7) "France Nouvelle - 30.11.1971.

(8 bis) Nouvelle Critique - Octobre 1970

(8) "La mise en oeuvre de la planification démocratique" (Economie et Politique - Avril - Mai 1972)

(9) J. Brière "France Nouvelle" - 30.11.1971.

■ Ces discussions sur des problèmes de fond n'empêchent pas les attaques rappelant celles des lendemains de mai 1968, telle celle de R. Leroy en décembre 1971 qui accuse les autogestionnaires de ne pas viser l'ennemi principal et de n'être que de vulgaires réformistes.

" Avec l'idée d'autogestion on retrouve celle des pouvoirs multiples de 1968 :
" "pouvoir ouvrier", "pouvoir paysan", "pouvoir étudiant", etc. Chacun "occupe"
" son petit secteur et proclame la révolution faite en oubliant que le pouvoir
" politique réel est ailleurs.
" Ne remettant pas en cause le pouvoir politique des groupes financiers domina-
" teurs et exploités, ne faisant pas de l'appropriation collective le point de
" départ des transformations économiques, l'idée d'autogestion est une pure
" expression du réformisme, de l'idée de l'aménagement du système capitaliste et,
" en tant que telle, génératrice de confusion. D'où sa tendance très nette à
" conduire les travailleurs à ne pas viser leur principal ennemi dans la lutte
" de classes engagée pour leur émancipation. A plus forte raison lorsque le
" premier objectif qui lui est assigné est la remise en ordre de la hiérarchie
" des revenus". (10)

■ Un regard d'ensemble sur cette période 1968-1972 montre que le PCF considère d'abord l'autogestion comme une idée abstraite, une construction d'idéalistes puisqu'il ne l'aborde que comme un mode d'exercice du seul pouvoir économique.

Il en critique ;

- les fondements théoriques (anarchisme, réformisme... tout cela confondu dans ce qu'il appelle les "idées de mai") qui par leur éclectisme montrent leur ambiguïté,
- les modalités (réelles ou supposées) - rapport à l'Etat - au plan - à l'ensemble de la société,
- les implications politiques : l'autogestion apparaît au PCF comme un des moyens de diviser la gauche, d'empêcher l'union. Tantôt il redoute que ce ne soit qu'un nouvel avatar du réformisme (une 3ème force nouvelle mouture), tantôt il réagit contre les risques d'être tourné sur sa gauche.

Lorsque le PCF signe en juin 1972 avec le Parti socialiste le programme commun de gouvernement, la divergence avec le PS sur l'autogestion y est exprimée "l'intervention des travailleurs dans la gestion et la direction de l'entreprise prendra des formes nouvelles - que le Parti socialiste inscrit dans la perspective de l'autogestion et le parti communiste dans le développement permanent de la gestion démocratique - déterminées par accord entre le pouvoir démocratique, la direction de l'entreprise et les syndicats" (11).

L'accord se fait sur un élargissement des droits des travailleurs et plus généralement sur une alliance politique à court et moyen terme et non sur un projet de société. Or la perspective du socialisme autogéré prôné par la CFDT est liée pour le PC à une stratégie qui n'est pas réellement conciliable avec la sienne. Ceci explique les attaques du PCF, à partir de cette date, contre la conception CFDT de l'autogestion et contre l'attitude de la CFDT par rapport au programme commun et à l'union de la gauche.

.../...

(10) Hebdo-TC. 23.12.1971.

(11) Programme Commun de Gouvernement (Editions sociales) p.111

Après le 35ème congrès CFDT et les débats sur le socialisme, il est plus difficile pour le PC de poursuivre certains types de critiques. Il doit les affiner à cause des prises de position chaires de la CFDT mais aussi à cause de l'impact des thèmes autogestionnaires dans les luttes. D'où à la fois une certaine volonté d'en discuter et de l'assimiler plus ou moins à la gestion démocratique, et d'autre part une critique violente du socialisme autogestionnaire tel qu'entendu par la CFDT.

A.) Exorciser le mot autogestion

Le PCF modifie ses critiques d'une part en minimisant le problème, d'autre part en s'attaquant à certaines conceptions de l'autogestion. Déjà dans un article "La paille du mot et le fond des choses" Léo Figuères (12) affirme qu'il est d'accord avec l'autogestion si l'on entend par là le communisme achevé. "De quoi s'agit-il exactement ? Du terme autogestion/et de sa signification étymologique "gestion de soi-même", par "soi-même" ? En quoi les communistes pourraient-ils être opposés en principe à semblable notion, eux dont l'objectif final est le communisme, une société dont l'auto-administration sera la règle tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise, une société dont les membres auront appris à régler eux-mêmes, volontairement, consciemment, sans recours aux contraintes, l'ensemble de leurs problèmes de vie et de travail ! Les communistes ne refusent pas les notions d'autogestion, d'auto-administration en général, ils en combattent seulement les définitions contradictoires et confuses".

Il refuse par contre deux autres significations, celle d'une autogestion dans le cadre de la société capitaliste et celle de l'autogestion dans la période de transition "négligeant de fait des exigences du développement de la grande industrie socialiste et notamment de la planification".

Par contre si l'on entend par autogestion la participation de plus en plus effective et organisée des travailleurs à tous les problèmes qui les concernent et à tous les niveaux de la société, il ne voit pas de différences avec ce qui est réclamé par les communistes.

Reste une troisième version possible de ce qu'on entend par autogestion : la participation de plus en plus effective et organisée des travailleurs au règlement des problèmes qui les concernent, dans les entreprises où ils travaillent, mais aussi au niveau du groupe industriel, de la branche d'industrie, de l'économie nationale toute entière et de l'Etat lui-même.

Une telle conception ne se différencierait pas quant au fond de celle que précisent les communistes dans le programme de gouvernement démocratique d'union populaire, pour la période où la France, s'étant libérée du pouvoir du grand capital, verrait se créer les conditions économiques et politiques du passage au socialisme.

C'est ce que le programme indique d'entrée : "Le développement de la démocratie économique et politique ne peut être assuré qu'en donnant à chaque travailleur, à chaque citoyen, la possibilité et les moyens d'être associés, à tous les niveaux, à la direction et à la gestion des affaires". Car la démocratisation de la vie à l'entreprise et en général dans tous les centres de production d'enseignement et de recherche n'a de chance d'être durable et profonde que si elle s'insère dans une démocratisation générale de la vie publique.

Mais toute autre interprétation reste suspecte.

../..

■ Cette problématique est reprise par G. Marchais qui déclare devant le Comité Central de mai 1973 "Nous n'avons pas le fétichisme des mots". Dans son discours introductif au colloque "Gestion démocratique et intervention des travailleurs dans l'entreprise" (13), il dénonce la démarche des autogestionnaires : "Certains refusent que le socialisme soit envisagé du point de vue de la science et ils disent préférer s'en remettre à la tradition romantique, utopique ou libertaire du mouvement ouvrier à quoi se rattacherait selon leur conception de l'autogestion". Après avoir rappelé les apports des socialistes utopiques Saint-Simon, Cabet, Fourier et de Proudhon, il ajoute : "Mais personne ne nous empêchera non plus de rappeler que le proudhonisme d'hier ou d'aujourd'hui tourne le dos au socialisme. Ne pas le faire ce serait admettre que le mouvement ouvrier français recule de plusieurs décennies, de la démarche fondée sur la science aux impasses de l'utopie et de l'impuissance".

Récusant alors la conception réformiste de l'autogestion (dans l'entreprise demeurée privée), la conception anarchique (les travailleurs de l'entreprise ne se souciant que de leur seul intérêt particulier et négligeant le développement de l'économie nationale), la conception anarcho-syndicaliste refusant de prendre en compte la question des rapports entre autogestion et pouvoir politique, il insiste sur les apports du marxisme en ce domaine.

" Le marxisme a exposé dans leurs lignes générales les conditions dans lesquelles la société, au terme d'une longue expérience, pourra passer du socialisme ... au communisme, société d'individus libres et égaux, disposant de moyens de produire capables de répondre à tous les besoins, s'administrant eux-mêmes, gérant les affaires communes par consentement mutuel et sans contrainte étatique".

" Considérer l'autogestion comme une perspective socialiste n'a donc pour nous rien d'une hérésie, pas plus d'une novation bouleversante".

" Si ce que certains appellent "l'autogestion" n'est pas séparé de la propriété collective des grands moyens de production et d'échange, de la planification démocratique à l'échelle nationale et du pouvoir politique des travailleurs, si c'est plus généralement la démocratie socialiste en perpétuel progrès et perfectionnement vers des formes de plus en plus poussées de direction de toutes les affaires de la société par tous, nous avons déjà dit que nous n'avons pas le fétichisme des mots".

■ D'autres orateurs lors du même colloque insistent sur les négligences, les sous-estimations dont se rendraient coupables les partisans de l'autogestion.

- conception restrictive du seuil de nationalisation,
- sous-estimation des possibilités d'intervention des travailleurs dans le cadre de nationalisations étendues,
- minimisation du rôle du plan national,
- sous-estimation des difficultés de la lutte des classes et de ses conditions objectives à l'échelle de toute la société.

P. Boccara, qui lance ces diverses critiques, reproche aux autogestionnaires de n'avoir pas saisi le caractère profondément novateur du programme commun en ces domaines.

B.) Intégrer des revendications autogestionnaires

Cependant de nouvelles réflexions se font jour car le PC ne peut nier l'impact de la "revendication" d'autogestion.

☐ "Chez les travailleurs de toutes catégories... qui sont sensibles à la revendication de "l'autogestion" ou au mot d'ordre de "socialisme autogestionnaire", s'opère autour de ces mots l'amalgame d'expériences et la cristallisation d'aspirations et de revendications... qui certes ont bien pour racines profondes... la socialisation des forces productives... mais qui n'en sont pas moins très diverses et se situent à des niveaux différents. Et ce serait, dit Brière, je crois, une erreur de ne voir dans la revendication de l'autogestion que la volonté de tout décider et de tout contrôler au niveau de l'entreprise. Cette revendication intègre tout autant un début de mise en cause du salaire (contestation de la hiérarchie des salaires, contestation de la nature des rapports hiérarchiques...) que tels aspects concrets des conditions de travail et des conditions de vie (travail à la chaîne, situation des transports en commun, forme d'urbanisation, pollution, etc), qu'aussi le caractère fondamentallement autoritaire, centralisé et bureaucratique de l'Etat du capitalisme monopoliste d'Etat".

Pour J. Brière "la revendication autogestionnaire" témoigne d'une "sensibilité" à des situations et à des problèmes qui, s'ils sont inexactement analysés, n'en sont pas moins réels et sans doute ne faisons-nous pas toujours preuve, dans tous les cas de l'attention voulue à ceci". (14)

☐ Attention donc aux "aspirations autogestionnaires", mais dans le même temps il convient de montrer que seuls les communistes sont en mesure de les intégrer dans une analyse globale. En effet les partisans de l'autogestion se contentent de juxtaposer des revendications partielles de type syndical, de vagues aspirations au communisme. Ces revendications, ces expériences ne sont pas mises en rapport avec le phénomène dont elles sont l'expression "la socialisation des forces productives".

En somme l'autogestion exprimerait par en bas, de façon fractionnée, balbutiante, ce que le PCF explique par en haut dans une analyse cohérente le "capitalisme monopoliste d'Etat". J. Brière va alors intégrer les aspirations autogestionnaires à sa propre analyse en les réduisant à une plus grande rationalité sociale et économique : "Ce qu'exigent le niveau et le caractère des forces, c'est une mise en oeuvre sociale du produit du travail". Cette notion "révèle l'unité que doit acquérir le processus de démocratisation qu'il s'agisse de la "démocratie économique" ou de la "démocratie politique"... Il est faux... d'opposer l'exigence de "planification" et celle de "participation" ; dire non à l'autogestion sous prétexte que celle-ci ne prendrait pas en compte le caractère social des forces productives est inexact dans la mesure où ses partisans reconnaissent maintenant la nécessité de la planification... Planification et participation sont "deux formes, deux moments, d'un même processus".

J. Brière insiste aussi sur le fait que "le problème de l'Etat, de son rôle doit être posé et examiné dans ce contexte". La nécessaire "mise en oeuvre sociale du travail" met en évidence la nature et les contradictions de l'Etat du capitalisme monopoliste d'Etat, inévitablement autoritaire, centralisé et bureaucratique car incapable de "prendre en compte les exigences des forces productives". Mais il importe "de bien voir qu'au niveau de la démocratie avancée et pendant tout un temps du socialisme, ce processus de démocratisation la "désétatisation" qu'il opérera, ne signifie pas que le rôle de l'Etat diminue". Autrement dit l'intégration des aspirations autogestionnaires ne change pas pour le PC le rapport entre l'Etat et la société.

..../..

■ Si l'on voulait résumer brièvement les conclusions de ce colloque du PC sur la "gestion démocratique" on pourrait dire que le PC refuse à l'autogestion, au nom de la science, dont il est le porte-parole et le garant, un statut théorique et même politique. Il lui reconnaît une valeur au niveau des aspirations (Brière), pouvant toutefois déboucher sur des ambiguïtés (Bocara). Enfin, seul le PC est à même d'offrir à ces revendications, à ces aspirations autogestionnaires des perspectives claires (Marchais).

■ Cette évolution - reconnaissance de l'autogestion comme expression de revendications réelles - amène le PC à vouloir participer en février 1974 à un colloque organisé par la CFDT sur l'autogestion. Il publie à cette occasion un document "Autogestion : les bases d'accord existent" (15). Ce document présente la particularité de reprendre - de façon assez laborieuse - des termes du vocabulaire autogestionnaire, mais de développer le discours habituel du PCF. Quelques exemples.

Sous le titre "Une gestion faite par les travailleurs", le PC affirme qu'il faut "produire autre chose et autrement". Cela signifie que les changements structurels tels que les nationalisations "doivent impulser une politique industrielle et d'aménagement du territoire conforme aux aspirations des masses"... "Il faut essentiellement une intervention massive et consciente des travailleurs dans les entreprises comme dans l'économie nationale". Cela signifie un élargissement des droits des travailleurs, mais aussi "une coopération intime dans la production elle-même de ceux qui conçoivent et de ceux qui exécutent, dans la perspective de l'abolition de l'actuelle coupure hiérarchique entre conception et exécution du travail"... "Parce qu'elle sera définie et contrôlée par les travailleurs, l'efficacité économique (16), dès une phase de transition, comme celle définie par le programme commun de la gauche pourra cesser d'être antagonique avec le progrès social et la démocratie effective".

On constate que le PC reste fidèle à son optique productiviste et qu'il est fort discret sur les changements de production. On retrouve cette même idée dans un autre article du même numéro de l'"Humanité" où il est précisé que "les droits des travailleurs de l'entreprise doivent nécessairement aller au-delà du cercle des simples modifications techniques. C'est enrichir réellement le contenu du travail que d'y ajouter en plus de la création technique, l'initiative d'une production plus efficace économiquement et socialement".

Toutefois, traitant du "pouvoir dans l'entreprise", J.C. Poulain (17) insiste sur la nécessité d'éviter les écueils tels que bureaucratie et technocratie - de permettre la réalisation dans l'entreprise de "l'alliance indispensable, entre ouvriers, employés, techniciens, ingénieurs et cadres". et M. Decaillet, traitant de l'initiative à la base, indique que "les ateliers" et même les postes de travail peuvent et doivent recevoir dans ce cadre commun à l'entreprise, des droits dépassant la simple gestion du personnel et le contrôle des cadences et incluant une participation aux modifications des moyens de production".

Sans renier nullement sa problématique, le PCF s'efforce donc d'intégrer un certain vocabulaire autogestionnaire car l'on n'en est plus simplement au débat d'idées ; l'autogestion a un impact dans les luttes et les stratégies.

(15) "Humanité" - 15.2.1974

(16) C'est nous qui soulignons

(17) "Humanité" - 15.2.1974

C.) Autogestion - Luttres sociales et stratégies politiques

■ Jean Rony dans "La Nouvelle Critique" (18) constate que "le débat d'idées dans le mouvement ouvrier et la gauche en général se déroule dans les conditions créées par la situation des masses et les luttres sociales". Analysant les divers types de conflits des années précédentes (Noguères, Joint Français, Cerisay, Salamander, Lip, Larousse, Laminoirs de Lyon) il note la "richesse de situations particulières qui caractérisent les luttres de classes en France aujourd'hui", mais aussi selon lui les risques d'une telle situation - opposition des travailleurs entre eux (les OS contre les autres) dont joue le patronat - affaiblissement de l'idée de l'organisation nécessaire des salariés.- Les médias, en montant en épingle tel ou tel conflit accentuent encore ces risques.

Et il en vient à noter que "c'est dans ce contexte que s'insère depuis son origine le débat autour de l'autogestion et du socialisme autogestionnaire. Aussi, en cours de route, le débat s'est déplacé : il est fixé davantage sur "socialisme autogestionnaire" que sur "autogestion". Signe à la fois d'une avancée (pas d'autogestion sans socialisme) et d'un affinement de la lutte politique entre les idées réformistes et les idées révolutionnaires, dans le cadre de l'alliance (autre avancée) définie comme conflictuelle".

Il conclut de son analyse que "les réserves qu'avaient inspirées aux communistes le mot autogestion ont perdu beaucoup de leur pertinence". En somme le PCF a été obligé de tenir compte de l'impact du mot, d'autant plus que l'aspiration autogestionnaire est portée par une organisation de masse : la CFDT, implantée dans la classe ouvrière et qui a pris une part prépondérante dans l'initiative des diverses luttres et a fait de l'autogestion, ou plutôt du socialisme autogestionnaire, un axe politique.

■ C'est d'ailleurs ce dernier point qui va faire problème. J. Rony dans le même article constate qu'"aujourd'hui nous avons en face de nous le socialisme autogestionnaire". Cette formule "appelle une autre formule à laquelle elle s'oppose : socialisme non autogestionnaire, donc implicitement "centralisateur".. "aujourd'hui, c'est le mot "centralisateur" qui a la charge de produire l'effet de répulsion. Dans tous les cas, dit-il, il s'agit de construire une ligne de clivage au sein de la gauche en faisant fonctionner l'idéologie dominante :

- individualisme (auto) contre massification,
- initiative contre appareil,
- liberté contre communisme"...

Cela le PCF ne saurait l'accepter. Déjà lors du colloque sur "la gestion démocratique" de 1973 (19), G. Marchais reprochait à E. Maire de "cristalliser un antagonisme artificiel entre "le socialisme de tradition française" et le "socialisme centralisateur et autoritaire" dont nous serions les représentants. Poser le problème ainsi, ajoutait-il, ce serait s'engager dans un faux débat".

■ Le PC refuse la stratégie autogestionnaire prônée par la CFDT et la constitution d'un courant autogestionnaire. Ces problèmes ont été au centre des polémiques entre CFDT et PC, notamment lors du 36ème congrès de la CFDT. Le PCF accuse la CFDT d'utiliser l'autogestion comme un "prétexte". "Prétexte à quoi ? Le secrétaire général de la CFDT l'a dit et même répété. Il projette de constituer dans la gauche, au nom du "socialisme autogestionnaire" un nouveau rassemblement, une nouvelle coalition. Comme Maire évite soigneusement tout ce qui est commun à la gauche et notamment le programme de gouvernement, il faut bien conclure que la coalition qu'il préconise s'opposerait au parti communiste, qu'elle serait donc un ferment de division, qu'elle affaiblirait la gauche au lieu de la renforcer" (20).

(18) Février 1974 "Autogestion, socialisme autogestionnaire, alliance conflictuelle" .../...

(19) Economie et Politique - Août-septembre 1973

(20) L. Salini "Humanité" 6 juin 1973.

Refusant la distinction entre socialisme autogestionnaire et socialisme centralisateur, le PC considère qu'il y a cependant deux courants dans le mouvement ouvrier et socialiste "le courant révolutionnaire dont le parti communiste est l'expression et un courant réformiste dans lequel se place la CFDT" (21). Le PCF, parti de la classe ouvrière tente d'unifier ces deux courants qui pour lui ne sont pas à égalité. En effet, le courant réformiste a une nature profondément contradictoire ; il est à la fois protestation contre l'exploitation et acceptation du rapport fondamental entre le capital et le travail, base de cette exploitation" (22). Le courant réformiste, dont fait partie la CFDT, reflète les aspirations spontanées des masses - à fortiori quand il s'agit d'une organisation syndicale - mais il ne peut définir scientifiquement une ligne politique car il se caractérise par l'éclectisme théorique et le refus du marxisme-léninisme. En fin de compte, il est un enjeu entre la grande bourgeoisie qui veut l'attirer vers la collaboration de classe et le PC qui veut lancer à gauche ("l'union est un combat"). C'est pourquoi le PCF appelle les militants CFDT à le rejoindre, surtout à partir du XXIème congrès extraordinaire d'octobre 1974.

Le PC "préfère d'autre part un débat idéologique sur le contenu de l'autogestion et sur l'autonomie de gestion à un véritable débat politique sur les stratégies possibles pour la gauche". (23) Il veut en effet éviter certains débats avec le courant autogestionnaire, en particulier la mise en cause par l'action des structures d'autorité et de hiérarchie, des conditions concrètes de l'exercice du pouvoir dans l'entreprise et surtout du rôle de l'Etat dans la société socialiste.

(21) L. SALINI "Humanité" - 5 juin 1973

(22) J. Burles "Histoire du réformisme" - Tome 2, p. 348 et suite

(23) "Le PC, la CGT et l'autogestion". Note du Secteur Politique CFDT - 1973.
(épuisée)

III Virage autogestionnaire ?

Depuis quelques mois le PCF affirme de larges convergences avec la CFDT et avec bon nombre de ses propositions. Pour en apporter la confirmation et montrer sa volonté d'aller de plus en plus dans ce sens, lors de la rencontre CFDT-PC de novembre 1977, la délégation du PC a remis à la délégation confédérale un document intitulé "Pour une avancée décisive de la démocratie" dans lequel le langage, les expressions de la CFDT sont largement repris. Depuis lors les écrits "autogestionnaires" du PCF se multiplient.

Examinons cette évolution.

A) L'impact du XXIIe Congrès

Selon le PCF "c'est en février 1976 que notre XXIIe Congrès plaçait le combat pour la liberté, pour la démocratie, au centre de notre action révolutionnaire. Nous ne faisons aujourd'hui qu'avancer un peu plus loin sur la même piste" (1) et dans le document "Pour une avancée décisive vers la démocratie" (2) le parti précise au départ qu'il réaffirme "ses conceptions fondamentales et ses propositions essentielles concernant l'avenir démocratique du pays, telles qu'elles découlent de son XXIIe Congrès. Il convient donc d'examiner les novations apportées en ce domaine par ce Congrès.

■ Dans le livre "Les communistes et l'Etat" (3) publié au début de 1977 on insiste d'abord sur le fait que "la stratégie adoptée par le XXIIe Congrès peut prétendre au sérieux scientifique, parce qu'elle repose sur une analyse scientifiquement fondée du mouvement contemporain de la société française", c'est-à-dire en fait le CME. La première conséquence du CME c'est de développer une tendance objective à la socialisation de la production et des besoins qu'il ne peut satisfaire et qui entre en contradiction avec l'existence même de l'Etat du CME. Le second effet capital c'est la polarisation extrême des classes sociales; face à une minorité monopoliste très réduite une immense majorité de salariés ou quasi-salariés, victimes directes ou indirectes de l'exploitation capitaliste constitue la base sociale objective de l'Union du peuple de France. "Ainsi le mouvement même du CME en crise pousse au rassemblement majoritaire qui y mettra fin". Si l'on ajoute à cela le rapport des forces plus favorable au socialisme au plan international et la tradition démocratique française on a les éléments essentiels soulignés par G. Marchais pour expliquer la renonciation à la dictature du prolétariat, nécessaire jadis compte tenu des conditions de la révolution russe de 1917, mais inutile aujourd'hui car "toute stratégie est affaire de situation concrète", la dictature du prolétariat ne serait qu'une "spécification historique".

Dans les conditions actuelles il n'est nul besoin de la répression ou de l'action de petits groupes organisés, un mouvement populaire de masse est à même de faire échouer les tentatives de retour en arrière de la droite. "Le problème n'est pas de priver de libertés les réactionnaires, mais d'en donner davantage aux travailleurs". C'est précisément la démocratie la plus large qui assurera la supériorité des forces nécessaires à l'édification du socialisme et la transition elle-même ne pourra commencer que par la conquête démocratique électorale de la majorité. Le XXIIe Congrès souligne que "dans la France de notre époque, les chemins de la révolution s'identifient à ceux de la démocratie".

.../...

(1) Action : décembre 1977.

(2) Humanité : 7 novembre 1977.

(3) J. Fabre, F. Hincker, L. Sève : "Les communistes et l'Etat", Ed. Sociales, 1er trimestre 1977.

Tirant les conclusions du XXIIe Congrès les auteurs des "Communistes et l'Etat" peuvent écrire : "Libérer toutes les forces du changement, telle est la clef de la transformation révolutionnaire. Le mouvement majoritaire et pluraliste des masses, dont le combat ouvrier est le coeur, prenant démocratiquement en main la direction des affaires, voilà ce qui fondera le nouveau pouvoir... La voie française est une voie de démocratie majoritaire disposant d'emblée de considérables atouts et où l'abolition du pouvoir d'Etat de la grande bourgeoisie ouvrira un champ immense aux initiatives des masses, des organisations ouvrières, des partis de la nouvelle majorité"...

B) L'Etat et les initiatives des masses

Réfléchissant sur le rôle de l'Etat "dans la période de transformation démocratique et, à plus forte raison dans la démocratie socialiste", les auteurs des "Communistes et l'Etat" admettent les limites de ce rôle. "Fondamentalement ce rôle ne sera pas de se substituer à l'activité et à l'initiative des masses, des collectifs de travailleurs manuels et intellectuels, mais d'en organiser les moyens". C'est là selon eux l'une des grandes idées qui se dégagent du XXIIe Congrès, le fondement de l'action propre de l'Etat c'est la nécessité d'assurer "les moyens communs c'est-à-dire coopératifs et publics" qui permettront "le déploiement des initiatives de chaque collectif, l'épanouissement des activités de chaque individu".

Les auteurs considèrent que des formes d'autoorganisation sociales partielles sont concevables d'emploi ou à court terme s'inscrivant selon eux dans un mouvement dont la perspective serait de "conduire à l'autogestion nationale d'ensemble" mais ils insistent sur le fait que cette conception s'oppose au "verbiage social-démocrate sur l'autogestion en bas qui dissimule mal une propension à la technocratie en haut, maintenant en réalité l'Etatisme et finalement l'arbitraire". C'est là une critique que nous avons déjà trouvée précédemment. Dans leur optique ce que l'Etat doit apporter aux masses c'est "l'appui qui leur permettra de dominer les contradictions importantes d'intérêt qui subsisteront, le moyen d'organiser leur vie démocratique et de mieux prendre conscience de leur propre force. En bref l'Etat doit être l'instrument de la vie démocratique des masses".

En outre "la socialisation qui est diversité et pluralisme des intérêts exige la transformation fondamentale des formes asservissantes de l'actuelle division du travail, de l'organisation même du travail et de son contenu".

C) La "conversion" de l'automne 1977

1. Un vocabulaire autogestionnaire

En lisant le document "Pour une avancée décisive de la démocratie" (4) on est frappé par le vocabulaire que ne renierait pas, dans une large mesure, la CFDT. "Pour que le changement soit réel, il s'agit d'avancer de front dans tous les domaines, vers une société toujours plus démocratique, décentralisée, autogestionnaire, une société faite pour les travailleurs et par les travailleurs eux-mêmes".

"L'expérience prouve que les changements dans la propriété et la direction de l'Etat ne suffisent pas à accomplir cette transformation. L'exploitation et l'oppression marquent toute la société capitaliste dans les entreprises et au-delà de leurs murs. Elles résultent du caractère de la propriété, mais ont imprégné si longtemps et si profondément l'ensemble des rapports sociaux, les mentalités, les habitudes, la culture, qu'elles risquent de survivre à la transformation de la propriété. Elles risquent de reproduire sur

.../...

(4) Humanité du 8 novembre 1977.

une base économique nouvelle les hiérarchies et les méthodes de commandement caractéristiques de la société où une minorité dirige tout, alors que la masse des travailleurs est confinée dans un rôle d'exécution"... "Dès le départ les nationalisations devront à la fois assurer le transfert intégral à la collectivité de la propriété des entreprises concernées et la mise en place par les travailleurs d'une vie nouvelle à l'entreprise et d'un nouveau fonctionnement de l'économie nationale..."

"Il s'agit d'avancer sur le chemin d'une gestion toujours plus large de la société tout entière par les travailleurs eux-mêmes, les citoyens eux-mêmes, c'est-à-dire l'autogestion. C'est une autre façon de dire la démocratie"...

Toutefois ce vocabulaire apparaît plaqué sur une analyse qui reste typiquement communiste, c'est notamment l'accent mis sur le rôle essentiel de la propriété. "L'exploitation, l'oppression résultent du caractère de la propriété" nous dit-on. Cette analyse n'est pas complétée par une analyse en termes de pouvoir".

2. La reprise de propositions CFDT

Le PC reprend l'idée des conseils d'atelier : "Dans le secteur public des structures décentralisées doivent être mises en place à la base, par exemple sous la forme de conseils d'atelier ou de service, qui permettront l'intervention directe des salariés sur les conditions de travail, l'organisation et le contenu du travail".

Cependant à ce propos les communistes ne semblent pas avoir approfondi l'idée soulignée avec force par la CFDT sur la distinction des rôles et fonctions des diverses institutions, comme le montre une discussion reproduite dans "France Nouvelle" (5) entre les travailleurs de Lip et des militants du PC. L'un de ceux-ci constate en effet "C'est pourquoi, peut-être, il y aurait aussi grand intérêt demain - notamment dans le secteur public - à bien distinguer d'une part le rôle des organismes de direction et de gestion (conseil d'administration, comité d'entreprise) et de l'autre la délégation du personnel ainsi que les organisations (partis et syndicats)".

En outre au cours de la même discussion une autre réflexion d'un militant PC peut laisser supposer que le PC, présent dans l'entreprise, trouverait dans les conseils d'atelier un moyen supplémentaire d'action. Après nous avoir dit que "le PC n'est pas là pour penser à la place des travailleurs", qu'il est là "pour les aider à se libérer, à s'engager personnellement, à parler, à agir", on ajoute : "Faire passer la démocratie uniquement par les syndicats, uniquement par la spontanéité, c'est minimiser l'intervention des travailleurs. Si le PC a repris à son compte la proposition de la CFDT, de créer des conseils d'atelier, c'est qu'il la considère comme un moyen supplémentaire de développer cette intervention". A travers ce langage ne retrouvons-nous pas la conception léniniste selon laquelle le syndicat ne peut donner aux travailleurs qu'une conscience trade-unioniste (revendicative) et qu'il appartient au parti de donner au travailleur une conscience "politique". France Nouvelle précise d'ailleurs dans le même article que "Certes toute pensée spontanée n'est pas fausse ou à rejeter, bien au contraire, mais est-ce qu'un parti comme le PC qui synthétise une expérience, une doctrine, une réflexion collective et possède une grande capacité d'analyse n'a rien à dire, rien à apprendre aux travailleurs ?".

(5) "La rage de la démocratie", 24 octobre 1977.

■ Un autre thème CFDT repris par le PC, c'est celui des "comités locaux de l'emploi". "La commune, nous dit-on, est le niveau de base auquel de nombreux problèmes peuvent être résolus. Ainsi un comité local de l'emploi où le conseil municipal sera représenté, se préoccupera des problèmes de licenciement, de restructuration et de création d'emplois. Le conseil sollicitera son avis avant d'inscrire ses propositions dans la planification régionale".

Dans ses propositions le PC n'envisage pas son extension en conseil économique et social local, dans le cadre de la planification démocratique, avec compétence sur l'ensemble des problèmes de la vie sociale, économique, culturelle de la localité (Plate-forme CFDT).

■ "En matière de santé, nous dit le texte du PC, les usagers seront associés à la définition et à la gestion des moyens décentralisés de prévention et de soins". C'est là une idée présente dans le programme commun, qu'on peut rapprocher de celle des "centres de soins" préconisés par la CFDT, mais elle oublie une idée centrale celle de la création de "nouveaux rapports soignants/usagers" permettant à ces derniers de "maîtriser individuellement et collectivement leur état de santé." (Plate-forme CFDT).

On constate donc que si le discours CFDT est repris en compte, si des institutions nouvelles qu'on baptise du même nom sont proposées, il y a dans chaque cas un infléchissement qui fait qu'on reste en deçà des propositions CFDT ou qu'on leur donne un contenu différent ne remettant pas en cause la logique de la doctrine communiste, comme nous allons le voir maintenant à propos du nouveau type de croissance.

3. Nouveau type de croissance

Inventer une "République nouvelle" pour le PC c'est notamment "une nécessité économique : la réorientation de la production en fonction des besoins implique la participation et l'initiative de celles et ceux qui créent les richesses" (6).

■ La réorientation de la production c'est ce que le PC appelle un "type de croissance vraiment nouveau" (7). Notons d'abord que le PC reste fidèle au terme de "croissance" et n'utilise pas celui de développement car pour lui "un nouveau type de croissance c'est aussi une reprise importante de la croissance de la production matérielle pour répondre aux besoins" et Boccara dans son article revient constamment sur la lutte contre tous les gâchis occasionnés par le capitalisme monopoliste. "Il y a donc à la fois, aujourd'hui insuffisance de l'investissement absolu annuel et gâchis du stock de moyens investis par rapport au produit". "Nous voulons tout autant lutter contre les gâchis matériels et financiers des capitaux investis et des hommes, de tout le travail social, source de richesse". "Conformément aux enseignements de la crise et aux principes de la nouvelle logique de la croissance posés par le programme commun, une croissance vraiment nouvelle c'est à la fois une amélioration de la consommation et des conditions de vie des travailleurs et une efficacité nouvelle des investissements, luttant contre leur gâchis monopoliste".

En outre l'accent est mis sur "l'utilisation systématique de la recherche scientifique" et la mise en oeuvre de nouvelles technologies. "On peut développer l'automation et la mécanisation complexe de façon beaucoup plus hardie si on développe systématiquement la recherche et la formation des travailleurs, leurs conditions de travail et leur promotion professionnelle. Cela permettra, pour un même équipement en valeur, un produit plus important". On retrouve à travers ces réflexions l'aspect productiviste et scientiste du marxisme-léninisme tel que conçu par le PCF.

.../...

(6) Humanité, 8 novembre 1977.

(7) Entretien avec Paul Boccara (France Nouvelle 9.1.78).

■ Lors d'une conférence prononcée en juin 1977 par G. Marchais devant des intellectuels, le secrétaire général ne parle que de libérer les forces de production ; il place ainsi la connaissance au-dessus de la société et ignore les critiques et les contestations dont la science et l'éducation sont l'objet, sa conception tient en trois affirmations complémentaires :

- 1) il faut développer la révolution scientifique et technique ;
- 2) en supprimant les obstacles que place sur sa route le capitalisme moribond ;
- 3) ce qui répond aux besoins des individus et de la collectivité nationale.

■ L'article de P. Boccara de janvier 1978 reste dans la même optique. Tout au plus, pour tenir compte de la nouvelle "orientation" autogestionnaire, précise-t-il que "le contenu nouveau des investissements ne doit pas être défini uniquement par une minorité de chercheurs ou de techniciens... De hauts techniciens sans participation la plus complète et décentralisée de toutes les catégories de travailleurs à la gestion des entreprises, pourraient continuer à considérer, dans une large mesure les hommes comme du matériel extérieur". Il réclame "un appel systématique à la responsabilité, à l'initiative et à la créativité de chacun dans le processus de travail, avec une communication et une émulation la plus large possible entre les différentes catégories de travailleurs".

Par contre il est à peine question du problème de nouveaux besoins, de la "production" d'une "nouvelle demande".

D) Etat-démocratie-autogestion

L. Sève (8) définit l'Etat comme un "rapport à la base sociale et aux rapports de production, aux luttes de classes qu'il traduit et où il intervient" et il ajoute "analyser ... l'Etat comme rapport c'est saper à la base toute attitude réformiste selon laquelle il suffirait de démocratiser les choses de l'Etat pour avoir résolu le problème de la démocratie réelle". "La véritable révolution politique dessinée par le programme commun de gouvernement et la stratégie du XXIIe Congrès réside dans la transformation du rapport entre Etat et travailleurs".

Comment depuis l'automne 1977 le PCF envisage-t-il la mise en oeuvre de cette démocratie politique ?

1. Démocratisation des structures de pouvoir actuel

En fait le PC ne néglige pas la démocratisation des structures de pouvoir actuel (communes, départements, régions, état central). Ces structures régies par des assemblées élues au suffrage universel direct et à la proportionnelle doivent avoir des compétences élargies avec des ressources propres.

■ Pour la commune "l'objectif, c'est de mieux définir les besoins individuels et collectifs des citoyens, c'est leur participation active, considérée comme un moyen fondamental pour réaliser ses objectifs. Ce qui nécessite de briser l'étatisme présent et d'aller vers l'autonomie communale : c'est-à-dire rendre la commune responsable des questions qui l'intéressent, rapprocher les décisions des citoyens. Ce qui permettra d'aller vers l'autogestion" (9). La participation des citoyens doit se faire dans le cadre dont nous avons déjà parlé : consultation de divers comités. Exposant les positions du PCF à ce sujet, F. Damette (10) note que "la riche et passionnante expérience des municipalités à direction communiste montre qu'il est possible d'associer la population à la

(8) "Une conception résolument antiétatiste" (Nouvelle critique, avril 1977).

(9) "Autogestion communale" (France Nouvelle, 26.12.77).

(10) Conférence de presse du 27.10.77 au Sénat.

gestion, à la détermination des choix et des moyens". Les municipalités communistes auraient-elles, sans le savoir, pratiqué l'autogestion depuis des décennies ?

Dans ce même document il est précisé que "l'autonomie des collectivités locales s'inscrira dans une planification incitative, souple et non obligatoire pour tout ce qui concerne les réalisations d'intérêt local".

■ Département et région :

Le département est considéré comme "échelon d'appui à l'autonomie communale et à la coopération intercollectivités locales"... "Il deviendra cet échelon démocratique dont le besoin se fait sentir avec l'élargissement des compétences communales".

Quant à la région, "échelon intermédiaire entre le pouvoir central et les collectivités locales, elle aura un rôle stratégique à jouer dans l'instauration d'une véritable décentralisation. "Sans porter atteinte aux prérogatives des départements et des communes, la région disposera de moyens pour assurer la coordination indispensable dans la démocratisation et la décentralisation du pouvoir d'Etat" (11).

■ En ce qui concerne la société il est question d'aller vers "l'autogestion nationale d'ensemble" et d'abord de "démocratiser l'Etat". On parle de "casser l'étatisme" : "il faut briser la tutelle qu'exercera le pouvoir exécutif central sur l'ensemble des activités sociales", "supprimer tous les contrôles a priori", "mettre un terme au pouvoir exorbitant du ministère des Finances". "La démocratie pluraliste exclut tout pouvoir personnel, toute confiscation de l'Etat par un ou plusieurs partis... toute philosophie officielle"... "Non seulement les problèmes doivent être résolus à leur niveau (résoudre tout ce qui peut l'être au plus bas échelon possible), mais encore il faut en débattre ouvertement en sorte que les intéressés puissent choisir eux-mêmes". Il est question de réformer l'administration, "d'assurer sa transparence" (12).

2. L'interprétation communiste de la désétatisation

Selon F. Hincker alors que le capitalisme tend à "accentuer l'extériorisation de l'Etat par rapport au peuple travailleur" à certains moments de l'histoire on a vu un renversement, c'est-à-dire germer des rapports nouveaux entre le peuple travailleur et l'Etat : "des rapports qui allaient dans le sens du "dépérissement de l'Etat", d'une démocratie véritable, c'est-à-dire d'une "démocratie qui voit les pouvoirs du peuple s'accroître". Mais il s'empresse de mettre en garde contre une fausse interprétation.

"Parler devant les masses de dépérissement de l'Etat, c'est évoquer, dans un peuple où Proudhon a eu une certaine influence - c'est le moins qu'on puisse dire - le dépérissement de tout organisme central, ou local, d'orga-

(11) F. Damette op. cit., 27.10.77.

(12) Humanité, 7.11.77.

nisation sociale, c'est tomber dans l'acception vulgaire de l'autogestion. Il va de soi que le mouvement vers le communisme loin de rendre caduque une telle organisation la rend au contraire plus nécessaire puisque précisément le communisme est un mode de production enfin vraiment social où l'administration des choses prend sa pleine efficacité. Le communisme suppose à la fois le maximum de démocratie et le maximum d'organisation et le mouvement qui y conduit se rapproche de l'une et de l'autre" (13).

Que faut-il entendre par ce "maximum d'organisation"? Qu'est-ce que cela a à voir avec une véritable autogestion qui n'exclut pas l'existence d'une planification démocratique mais qui postule aussi l'existence de conflits entre niveaux différents, entre instances différentes. Le PC a tendance à évacuer la perspective de conflits politiques et sociaux dans le socialisme au profit d'une articulation des intérêts sociaux (14).

Traitant de la contrainte nécessaire de l'Etat démocratique L. Sève, dans le même article explique qu'elle "est exercée au nom des intérêts communs dégagés par le mouvement des masses elles-mêmes et dont le contenu est de refuser l'opposition des intérêts privés à l'intérêt collectif". Que deviennent dans cette affaire les droits des minorités, sont-elles assimilées purement et simplement à ceux qui veulent revenir en arrière. Ces conceptions sont d'autant plus dangereuses que le PC n'a pas renoncé à son rôle de seul représentant de la classe ouvrière.

E) Le PC parti de la classe ouvrière et l'autogestion

Lorsqu'on nous dit que la véritable révolution politique réside "dans la transformation du rapport entre l'Etat et travailleurs". Lorsqu'il est question de la contrainte nécessaire de l'Etat démocratique, exercée au nom des intérêts communs "dégagés par le mouvement des masses". Il ne faut jamais oublier ce que ceci sous-entend pour le PC : le rôle dirigeant du parti dans le mouvement des masses.

Mais examinons ceci à partir des textes eux-mêmes.

■ Le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière

La classe ouvrière peut-on lire dans "Les communistes et l'Etat" a développé au cours de son histoire ses qualités de lutteur, de pédagogue en luttes révolutionnaires et nationales. "C'est pourquoi, la garantie des garanties pour que la victoire des forces de changement démocratique ne soit pas amoindrie ou confisquée par la grande bourgeoisie monopoliste et que la marche au socialisme triomphe de tous les obstacles, c'est bien le rôle dirigeant de la classe ouvrière" (15).

Ceci n'est que la reprise de déclarations de G. Marchais lors du XXIIe Congrès : "C'est du refus de donner à la classe ouvrière sa place dans la vie nationale, dans la direction des affaires de la Nation, que viennent en définitive les maux dont souffre la société française... Ce rôle d'avant-garde, de force motrice du mouvement social que joue la classe ouvrière n'a aucun caractère administratif. Il n'implique aucune subordination. Il ne se décrète pas. Il s'exerce et se vérifie tout simplement" (16).

Mais de ce raisonnement on passe au rôle dirigeant du PC, avant-garde de la classe ouvrière.

.../...

(13) Nouvelle critique, avril 1977.

(14) Il est toutefois fait allusion à la possibilité de conflit dans un récent article "Propriété et rapports de production", France Nouvelle, 9.1.78.

(15) "Les communistes et l'Etat" (op. cit.).

(16) "Un socialisme pour la France" 1976.

■ Le PC, parti révolutionnaire d'avant-garde

Les auteurs des "Communistes et l'Etat" insistent sur les exigences que comporte le succès du nouveau pouvoir dans la période de transition. "Que la classe ouvrière se voie reconnaître sa place, que le nouveau pouvoir écarte résolument toute compromission avec l'oligarchie financière et ban- nisse tout comportement de classe, cela exige que le PC pèse d'un poids suffisant dans l'union et dans le rapport des forces politiques qui représen- teront et conduiront la nouvelle majorité... Le PC est le seul parti ouvrier en France, aussi bien par la place prépondérante des ouvriers dans ses ef- fectifs, ses directions et ses groupes élus à tous les niveaux que par ses actes politiques déterminés en toutes circonstances par les intérêts présents et futurs de la classe ouvrière" (17). Dans le même ouvrage il est question de "la nécessité d'un parti communiste fort, parti ouvrier, révolutionnaire d'avant-garde capable d'exercer une influence dirigeante qu'il s'agisse d'éclairer les travailleurs et de les entraîner à l'action". On souligne que les communistes sont en capacité d'exercer ce rôle d'avant-garde car ils recourent constamment à "la science du développement social pour déter- miner leur politique". Cette "science de la société" dont ils possèdent les clés "unit l'analyse théorique la plus exigeante et le point de vue de la classe ouvrière".

Comment peut-on concilier cette conception d'une science de la société en quelque sorte propriété d'un parti avec une stratégie autogestionnaire qui considère que la "société s'institue et se construit elle-même" et qui est fondée sur la possibilité d'expérimentation sociale, sur un système de confron- tations permanentes entre divers niveaux et diverses institutions.

■ Notons aussi qu'une telle conception amène le PC à refuser une collaboration avec ses partenaires sur un strict plan d'égalité. On peut lire dans les "Cahiers du communisme" (18) : "Pluralité des partis politiques, collaboration, coopération des forces démocratiques et rôle d'avant-garde du PC sont des notions qui ne peuvent en aucun cas s'opposer, mais qui, au contraire, s'épau- lent et sont liées dans un processus dialectique. Contester le rôle du PC, c'est en réalité abandonner toute possibilité de s'atteler à la construction d'une société nouvelle".

Mais alors, si le PC dans la société nouvelle, doit jouer un rôle d'avant- garde, comment cette société pourrait-elle être autogestionnaire, alors que le PC reste fidèle au centralisme démocratique ?

F) Contradiction entre centralisme démocratique et société autogestionnaire

■ Paul Laurent (19) donne du centralisme démocratique la définition suivante. Il se "définit par une double pratique : d'abord celle d'une discussion, d'une confrontation large et démocratique des opinions de tous les adhérents du parti et la participation de tous à l'élaboration de sa politique. Et, en second lieu, cette idée que les décisions prises, une fois la discussion terminée, doivent être appliquées par tous".

Transfuge du PC, Annie Kriegel (20), conteste une telle interprétation. "Si le centralisme démocratique ce n'était que cela, une procédure de concer- tation capable de garantir un juste équilibre entre délibérations et décisions,

(17) "Les communistes et l'Etat" 1er trimestre 1977.

(18) Avril 1977.

(19) Nouvelle critique, avril 1977.

(20) "Un autre communisme", Hachette 1977.

il n'y aurait pas de quoi fouetter un chat. Mais c'est à l'évidence tout autre chose, c'est l'ensemble des mécanismes internes qui assurent, au seul bénéfice du "centre" et sous son entier contrôle, la collecte de l'information nécessaire à l'élaboration de la décision, la mobilisation des énergies militantes dans les différents ordres de la théorie et de la pratique, la sélection et la formation des cadres de l'appareil permanent et non permanent".

Quant à R.G. Schwartzberg (21) il considère que le centralisme démocratique "entend concilier la liberté (élection des dirigeants à tous les niveaux, libre discussion des décisions à prendre) et l'autorité (soumission de la minorité à la majorité, stricte obéissance aux directives du sommet). En réalité, ajoute-t-il, le centralisme l'emporte nettement sur la démocratie. L'organisation hiérarchisée et centralisée entrave la démocratie interne. Certes des débats ont lieu et les dirigeants sont formellement élus. Mais il s'agit d'élections de ratification. En fait le choix des dirigeants et la prise de décision appartiennent au centre. Le pouvoir ne monte pas, il descend du haut en bas".

On peut prendre pour preuve d'un tel fonctionnement le "langage" de la notion de "dictature du prolétariat" au cours d'une interview par G. Marchais au cours de la discussion préparatoire au XXIIe Congrès et non par suite d'une décision de ce Congrès. De même le récent document "pour une avancée décisive de la démocratie" a été élaboré par l'appareil sans qu'une discussion ait eu lieu à la base.

■ Au cours des derniers mois le problème du "centralisme démocratique" a été l'objet d'un certain nombre de discussions.

Lors d'un débat de "France Nouvelle" (22) on insiste sur le fait que le "centralisme démocratique est toujours d'actualité parce qu'il est lié aux objectifs et à la politique du PC"... "La lutte de classes n'est pas une idylle, le centralisme démocratique non plus. Mais il permet à quelques centaines de milliers d'hommes et de femmes de se rassembler, de forger une volonté politique unique". Selon J. Burles "le centralisme démocratique est la forme de fonctionnement qui a permis au PC de s'exprimer au mieux" ; et il s'interroge "Y aurait-il eu une autre forme de fonctionnement aussi bien adaptée, aussi capable d'évoluer avec la vie, avec sa politique et ses objectifs ?".

Paul Laurent (23) constate cependant qu'il y a effectivement "des initiatives qui chez une partie des communistes se heurtent dans un premier temps à des incompréhensions, à des difficultés d'interprétations et même à des désaccords. Mais ce qui est important c'est qu'elles rencontrent l'approbation de la grande masse des communistes et qu'elles confirment le rôle des directions".

M. Goldring dans la tribune de discussion de "France Nouvelle" déjà citée, reconnaît toutefois que les difficultés rencontrées tiennent au fait que "le centralisme démocratique a été conçu plus comme le moyen d'une "cohésion monolithique" que comme la recherche consciente d'une volonté politique commune".

(21) Sociologie politique, 1977 (p. 496).

(22) 26 décembre 1977.

(23) Nouvelle critique, avril 1977.

Quelles que soient les difficultés, quelles que soient les timides contestations sur certaines modalités, le centralisme démocratique reste la loi du parti et les autogestionnaires posent la question aux communistes : Comment pouvez-vous penser concilier l'objectif fixé d'une société de plus en plus démocratique avec le fonctionnement d'un parti où le centralisme l'emporte sur la démocratie ?

■ A cette question les communistes tentent de répondre en distinguant entre parti et société.

Pour Paul Laurent, "On ne peut que très difficilement comparer le pluralisme politique de la société telle qu'elle existe et la conception d'un parti qui groupe des gens qui ont acquis une certaine conscience et qui sont déjà unis par une communauté de but, d'objectif..." et il conclut "On ne peut pas du tout en arriver... à l'idée d'un modèle de développement de la société qui s'apparente à la vie interne du PC".

Pour J. Burles ceux qui considèrent que les libertés ne pourront exister dans le socialisme par suite du fonctionnement même du Parti "partent de l'hypothèse que le PCF est une contre-société, organisée et vivant parallèlement à elle. La suite est déduite : la société socialiste ne pourra être que le prolongement - copie conforme - du fonctionnement interne du PCF. Et évidemment, comme le fonctionnement du PCF est décrit sous les traits du centralisme le plus poussé excluant toute démocratie, la société socialiste ne pourra être que bureaucratique" (24). Burles rejette cette hypothèse du parti = contre-société. Pour lui le socialisme ne pourra être "le prolongement d'un des partis. Il ne s'identifiera pas à l'un d'entre eux".

Malgré ces dénégations l'on ne peut que s'interroger : comment un Parti comme le PCF peut-il se donner comme perspective l'autogestion et la démocratie achevée alors que M. Goldring nous déclare "Nous n'offrons pas le fonctionnement du parti comme un modèle d'organisation d'une société démocratique" ? (25).

G) Les raisons d'une "conversion"

Quelles sont les raisons qui ont poussé le PCF à adapter sa tactique, à reprendre un certain vocabulaire autogestionnaire, sans remettre en cause sa théorie ?

■ Nous avons déjà souligné l'impact de l'aspiration à l'autogestion, au niveau de certaines luttes. Celles-ci ne concernent pas seulement les entreprises privées, mais aussi les fonctionnaires. L. Sève souligne la crise de l'Etat, "écho de la lutte des classes" dans l'appareil d'Etat (magistrature, armée, police, fonctionnaires en général). Il y voit la "contradiction entre les structures politiques et administratives classiques, et les besoins de l'intervention monopoliste". Mais ce qui lui apparaît encore plus fondamental c'est "ce doute qui s'empare des masses sur la réalité de l' "Etat-arbitre".

B. Henry voit dans ce mouvement une "tendance réelle à la destruction de l'Etat"... "Je pense, par exemple, écrit-il, à la force que prend chez nous la revendication de liberté politique dans la fonction publique - ou encore le développement à tous les niveaux de la société de comités de quartiers, d'usagers, etc... qui représentent dès aujourd'hui une volonté populaire organisée de s'approprier la gestion des affaires publiques, avec certes

.../...

(24) "France Nouvelle", 26 décembre 1977.

(25) Id.

toutes illusions qui peuvent accompagner ce type de pratiques, dans la mesure où leur enjeu politique n'est pas présent, ce qui est encore une fois de la responsabilité du parti (26).

En somme "la politique, du parti, le développement de sa théorie même et de sa pratique" évoluent "sous la pression des événements" (P. Laurent), en fonction de la "réalité du mouvement social". Et de ce point de vue, il est certain que l'action menée par la CFDT, le retentissement auprès des travailleurs de certains thèmes n'ont pu laisser le parti indifférent.

■ Mais si cette apparente conversion peut nous réjouir et nous conforter dans notre attitude, elle n'en doit pas moins nous laisser sceptiques car, comme nous l'avons vu il n'y a pas cohérence entre les thèmes nouveaux adoptés, l'analyse restée traditionnelle, la pratique et certains objectifs demeurés inchangés. Mais tout autant, c'est le moment de la conversion qui doit nous inquiéter. En effet c'est à la veille d'échéances électorales que le PC, tout en affirmant son identité au sein d'une union de la gauche qui ne lui apparaît plus comme essentielle, effectue la récupération des thèmes autogestionnaires. Il entend se présenter ainsi comme le seul et unique parti de la classe ouvrière, celui qui reprend à son compte aussi bien les thèmes de la CGT que ceux de la CFDT et qui les unifie au sein de sa théorie. A l'heure où il montre son sectarisme vis à vis du PS il tente d'attirer à lui la CFDT, seule force autogestionnaire de masse bien implantée dans la classe ouvrière et qui contrecarre de ce fait la prétention du PCF à être le seul porte-parole de la classe ouvrière.

Le virage autogestionnaire tout en s'efforçant d'attirer la CFDT, vise à isoler le PS et à faire paraître le PC comme le parti démocratique, le parti des libertés.

Il n'hésite pas aujourd'hui à reprendre vis à vis des pays de l'Est les critiques propres du courant autogestionnaire : "Dans les pays où nos camarades des PC ont pris le pouvoir, ils ont accompli une oeuvre immense... seulement je m'interroge : les travailleurs détiennent-ils eux-mêmes assez de pouvoir dans l'entreprise, par exemple pour la planification ? Et le style de commandement, l'écart entre dirigeants et dirigés ?" (Pierre Juquin) (27).

° ° °

En conclusion, malgré des évolutions certaines, les thèmes autogestionnaires repris par le PCF apparaissent comme plaqués sur une théorie et une identité organisationnelle inchangée. Le marxisme-léninisme considéré comme scientifique et l'analyse/qui en découle ne sont nullement remis en cause. La théorie est là pour justifier et légitimer une pratique somme toute opportuniste qui doit tenir compte pour renforcer l'identité politique du parti des réalités du mouvement social, du retentissement au sein des masses de certains thèmes. Ces innovations répondent aussi au besoin de s'affirmer, face au PS, dont on entend contester l'emprise électorale, comme le seul parti capable de rassembler tous les travailleurs et d'être le porteur de leurs aspirations dans toute leur diversité.

-
- (26) "Une conception résolument antiétatiste", Nouvelle critique, avril 1977.
(27) Humanité-Dimanche, 23-29 novembre 1977.

"Nouvelles CFDT" - hebdomadaire - Abonnement annuel : 100 Fr Rédaction. Diffusion : 5, rue Cadet 75439 PARIS CEDEX 09 Imprimé par nos soins, service tirage confédéral CFDT 5, rue Cadet PARIS 09 Directeur de la publication : René DECAILLON Numéro d'inscription à la CPPAP : 1369 D 73
--